

L'ECONOMIE ET SES FICTIONS ENTRETIEN AVEC GILBERT RIST

Abstract

In the last decades, the market has occupied an increasingly greater space within our society—many goods that once were free now require a charge. Yet, in the current situation, one must rethink both the fundamental economic categories (beginning with exchange and property) and the status of economics itself, which is not a science but rather a set of beliefs based on the fiction of the homo oeconomicus.

Cher professeur Rist,

dans votre livre L'économie ordinaire entre songes et mensonges (trad. it. A. Di Dio e M. Locatelli, I fantasmi dell'economia, Jaca Book, Milano, 2012), vous adressez une critique très précise à la suprématie absolue de la logique économique dans la pensée commune. Vous menez ainsi une sorte d'enquête sur un mystère : celui d'une discipline – l'économie – qui s'est attribué elle-même le statut de science sociale alors qu'elle n'en est pas vraiment une, une discipline qui se fonde sur la fiction de l'homo oeconomicus en exigeant de faire fonctionner le monde social comme si cette fiction était réelle. Une pseudo science qui prédit et se trompe, qui ne se résigne pas même devant les ruines auxquelles elle a conduit la planète et, mystère des mystères, qui continue à jouir de crédibilité et à prévaloir sur d'autres manières de représenter les échanges, les relations, les équilibres.

Il s'agit bien d'un domaine de débat pour les philosophes : il nous semble qu'il faudrait repenser de fond en comble la conceptualité à la base de cette logique, pour comprendre si et pourquoi l'économie pourrait être conçue de plusieurs façons. Dans cette perspective, nous vous demandons d'approfondir pour nous quelques aspects de votre diagnostic et de vos propositions.

D. *Premièrement, pouvez-vous énumérer les concepts, dans le sens de catégories, qu'il faudrait repenser d'urgence dans ce contexte critique ?*

R. Avant de répondre plus précisément à votre question, j'aimerais revenir sur le « mystère » – que vous évoquez – de l'hégémonie économique. Il me semble que ce mystère s'estompe quelque peu si l'on remet les pratiques sociales dans une perspective historique. Ce qui s'est passé – depuis la fin de la Seconde guerre mondiale avec une accélération considérable au cours des dernières décennies – c'est la progressive marchandisation de la société. Il faut désormais payer pour obtenir une foule de choses qui étaient autrefois gratuites. Cela vaut aussi bien pour les biens « offerts » par la nature que pour les relations sociales. Pour ne prendre qu'un seul exemple, j'ai été frappé, récemment, par la manière dont une plage italienne, autrefois ouverte à tous, a été découpée en une longue série de tronçons d'environ 200 m. attribués à des propriétaires privés (hôtel, restaurants, etc.). Même sur la *spiaggia municipale*, la baignade n'est pas gratuite ! On pourrait évidemment multiplier les exemples (le prix de l'eau – un bien

commun ! – le parking sur le domaine « public », etc.). Concernant les relations sociales, on constate une évolution semblable. Les emplois salariés ont largement fait disparaître l'artisanat indépendant, les services que l'on se rendait naguère entre parents ou voisins ont été remplacés par des services d'assistance à domicile ou par des baby-sitters et les agences matrimoniales ou l'Internet se sont substituées aux bals de village pour trouver son conjoint ou sa conjointe. L'économie (et l'argent) occupent désormais une place si importante dans la vie de chacun que l'on s'est progressivement converti à une sorte de marxisme vulgaire qui fait de l'économie « l'infrastructure » de toute existence.

Pour en venir à votre question, ce qu'il faut repenser d'urgence, c'est d'abord la catégorie de l'échange. En effet, l'examen des pratiques sociales montre que – heureusement – tout ne passe pas par le marché. Une étude conduite en France arrive à la conclusion que, si l'on calculait la valeur monétaire de tous les échanges « hors marché » (invitations, travail bénévole, services mutuels, cadeaux, etc.), on arriverait à un montant correspondant aux trois quarts du PIB. Si tel est le cas chez nous, que dire de tout ce qui s'échange gratuitement dans les pays du Sud et qui n'est comptabilisé nulle part ! Autrement dit, la tendance à la marchandisation – que je viens de dénoncer – nous paraît d'autant plus réelle qu'elle s'inscrit dans la vision du monde « économiciste » qui est la nôtre. Il faut donc nous habituer à voir aussi ce que les économistes cherchent à nous cacher ! La fameuse trilogie mise en évidence par Marcel Mauss (donner, recevoir et rendre) est toujours d'actualité. C'est elle qui fonde les relations sociales alors que les transactions marchandes ne représentent que le degré zéro de la sociabilité (puisqu'il n'est pas nécessaire de connaître son partenaire, ni de lui parler).

L'autre catégorie qu'il faut réexaminer est celle de la propriété. Il faut commencer par distinguer entre propriété (droits d'accès, de gestion, d'usage mais surtout d'aliéner) et possession (droits d'accès, de gestion et d'usage). Ainsi, dans certains pays, on distingue clairement entre le propriétaire (par exemple d'un terrain) et ceux qui ont le droit de l'« utiliser » : le premier pourra y faire paître ses animaux et le second récolter les fruits des arbres. La propriété n'est donc pas la seule manière juridique possible de régler les droits de chacun. De plus, dans notre système actuel, le propriétaire peut non seulement vendre son bien, mais il peut aussi l'hypothéquer, c'est-à-dire se procurer de l'argent (sans l'avoir gagné !) auprès d'une banque. Mais cela va aussi l'obliger à « mettre en valeur » la somme dont il dispose désormais, enclenchant ainsi un processus de croissance, nécessaire pour régler les intérêts dus au banquier. Ce mécanisme constitue, aujourd'hui, l'un des moteurs les plus puissants de l'impossible croissance infinie. Enfin, il faut repenser la propriété dans la perspective des biens communs qui ne constituent ni une propriété privée ni une propriété publique (appartenant à l'Etat). Il faut donc imaginer de nouvelles institutions juridiques, en dehors de la dichotomie privé/public laquelle, finalement, revient au même puisque l'Etat peut aussi vendre (privatiser) ce dont il est « propriétaire », comme on le constate trop souvent (les autoroutes, les lignes de chemins de fer, les services jusque là publics – hôpitaux, éducation –, et peut-être bientôt certaines îles de Grèce). Or, les biens communs n'appartiennent à personne, donc à tous, et sont inaliénables : ceux qui en bénéficient n'en sont que les intendants ou les gérants.

D. *Vous soutenez que l'économie est désormais « tout et partout » et qu'elle n'est pas une science comme elle le prétend, mais un ensemble de croyances. Comment expliquez-vous sa propagation et quelle différence y a-t-il à votre avis entre science et croyance ?*

R. Tout le monde n'a pas étudié l'économie, mais tout le monde s'imagine devoir ressembler à l'*homo oeconomicus*, cette fiction des économistes selon laquelle, doté de ressources rares et de désirs illimités, l'être humain doit faire constamment des choix « rationnels » afin de mieux « gérer » son existence. Toute la société est organisée en vue de l'objectif de la croissance : l'école et le sport magnifient la compétition, la publicité nous persuade qu'il nous manque sans cesse quelque chose, la plupart des innovations technologiques sont considérées comme un « progrès », la presse et les médias exaltent les personnes qui ont « réussi » et font de l'accroissement de la richesse le premier but de la vie. Dans ces conditions, une croyance généralisée s'installe puisque chacun croit que tous les autres y croient. Il est donc nécessaire de s'y conformer sous peine de passer pour un marginal, un idiot ou tout simplement un mauvais citoyen qui refuse de prendre part à « l'effort collectif » tout entier tourné vers l'accumulation.

Si l'économie était vraiment une science, elle tiendrait compte des « découvertes » ou des « avancées » des autres sciences. Elle aurait depuis longtemps abandonné les hypothèses mécanistes qui la fondent, puisque la seconde loi de la thermodynamique les a rendues obsolètes. Elle serait donc capable de comprendre les phénomènes écologiques (l'entropie, l'irréversible dissipation de l'énergie et de la matière) au lieu de les réduire aux échanges marchands. Si l'économie était une science, elle privilégierait l'observation de la « réalité » au lieu de l'interpréter à travers des modèles, certes toujours plus sophistiqués, mais déconnectés des pratiques sociales (aussi bien les nôtres que celles des autres sociétés). Si l'économie était une science, elle ne travaillerait plus à partir d'un paradigme et de présupposés qui sont restés inchangés depuis 150 ans. Connaissez-vous une seule science qui s'appuie aujourd'hui sur les mêmes fondements depuis un siècle et demi ?

Le problème est que, comme l'histoire en fournit de nombreux exemples, les vérités scientifiques ont toujours eu de la peine à s'imposer lorsqu'elles contredisaient les croyances et les dogmes.

D. *Vous citez Einstein qui affirme : « C'est la théorie qui décide de ce que nous sommes en mesure d'observer ». A votre avis, quelle différence y a-t-il entre théorie et invention ? Le paradigme de l'homo oeconomicus est-il une théorie ou une invention ?*

R. J'ai envie de dire qu'il s'agit d'une invention théorique... C'est une invention qui s'appuie sur les comportements limités d'individus placés dans des situations particulières (Robinson Crusoë sur son île par exemple, avant qu'il ne rencontre Vendredi). Malheureusement, elle ne tient aucun compte des pratiques réelles de la majorité des êtres humains, comme je l'ai déjà dit. Il s'agit de la généralisation d'un cas particulier, comme si ce qui était vrai d'un seul ou de quelques-uns devait l'être de tous. On en a fait une théorie parce qu'elle permettait de mettre en équations la rationalité supposée des individus. La prétention théorique et « scientifique » de l'économie est en effet largement dépendante de la possibilité de calculer les effets de telle ou telle décision, pour autant que l'on présuppose que ces décisions soient « rationnelles » (ou relèvent d'une « rationalité limitée » telle que l'envisagent les économistes mais qui n'en

est pas moins une forme de... rationalité !). Or, il n'est pas vrai que tout le monde calcule sans cesse. D'ailleurs, quelle serait l'« unité de compte » de cette comptabilité ? Comment évaluer le plaisir de passer un après-midi à la plage par rapport à l'argent que l'on pourrait gagner pendant le même temps ? Comment décider s'il vaut mieux passer un moment avec des amis, rendre visite à sa grand'mère ou passer du temps à jardiner pour s'assurer une bonne récolte ? La « scientificité » de l'économie repose largement sur la formalisation mathématique. Encore faut-il savoir à quoi correspondent les variables des équations. Piaget disait – un peu comme Einstein – : « C'est le point de vue qui crée l'objet. » Le point de vue des économistes sur les pratiques sociales est si sélectif qu'il crée un objet à la mesure de leur capacité à le comprendre. Ce réductionnisme est-il acceptable ?

D. *Vous affirmez qu'à force de répéter que chacun poursuit nécessairement son intérêt personnel on a fini par « rendre vrai, de façon performative, ce qui était à l'origine une simple hypothèse de travail ». A votre avis, est-il vraiment si facile d'amener des êtres conscients à jouer dans la réalité un scénario en fin de compte fantastique ?*

R. Ce que j'ai voulu simplement dire, c'est que la « rareté originelle » constitue l'une des hypothèses fondamentale de l'économie. Or cette hypothèse a été démentie par tous les travaux anthropologiques. Dans la plupart des sociétés, cette prétendue rareté n'est nullement ressentie : ce qui fait problème, au contraire, c'est l'enrichissement excessif et le refus de partager car l'un et l'autre mettent en danger la paix sociale. Donc, puisque dans les sociétés dominées par la « science » économique, la croissance constitue la seule manière de limiter la violence sociale (car si tout est rare, chacun est en compétition avec tous les autres et il faut produire plus pour satisfaire les appétits de chacun) on débouche nécessairement sur la « rareté réelle », liée à la finitude des ressources (le pétrole, la biodiversité, les ressources halieutiques, etc.). Tant que chacun croit que « plus = mieux », il n'y a aucune raison de penser que cette course sans espoir puisse cesser.

D. *Quel est le fondement de la conviction ou de l'espoir que les mêmes êtres conscients qui se soumettent si facilement et depuis si longtemps au scénario utilitaire puissent se réveiller et se convertir à d'autres modèles, à savoir celui du don, cher à l'économie civile, ou à celui de la décroissance ? Et (de façon provocatrice) s'agirait-il d'un réveil ou plutôt d'une nouvelle tentative de les soumettre à un autre scénario, c'est-à-dire à une autre croyance ?*

R. La question est difficile et je n'ai pas de réponse précise. Cela dit, il ne s'agit pas de « convertir » les gens ni de les faire changer de religion. Je crois en revanche que les gens ne sont pas sots et qu'ils constatent tous les jours que la voie sur laquelle notre société est engagée ne mène nulle part. Les problèmes s'accumulent. Chacun voit bien que la domination de la finance oblige tout le monde à faire des « sacrifices » (pour apaiser quelle divinité ?), que les menaces écologiques se précisent, que la mobilité promise par l'automobile disparaît dans les embouteillages, que le sentiment de bien-être stagne alors que le PIB progresse, que le stress gagne tout le monde, y compris les écoliers, que l'avenir n'est pas nécessairement plus radieux que le passé et que de nombreux « progrès » ont des effets contreproductifs. Progressivement, la croyance perd donc de son influence. On se met à réfléchir et à s'interroger. Ces changements d'attitude collective ne se font pas en un jour. Combien de temps a-t-il fallu pour que l'on estime

qu'une république était plus souhaitable ou plus légitime qu'une monarchie de droit divin ? Pour que le suffrage universel se généralise ? Pour que les femmes soient traitées à l'égal des hommes ? La question la plus préoccupante consiste à savoir si, cette fois-ci, les changements de perspective seront assez rapides pour que l'on puisse éviter les catastrophes à venir ou si celles-ci nous forceront à changer avant que nous n'ayons pu nous y préparer.

D. *Vous soutenez qu'il y a, dans le paradigme économique, beaucoup d'éléments irrationnels. A quelle rationalité faites-vous appel pour les renverser ? Y a-t-il, pour cela, quelque chose de bon et d'utile dans la rationalité « occidentale » ?*

R. Je considère comme « rationnel », sur plan scientifique, ce qui résulte de l'expérience. Bien entendu, cette affirmation peut être démentie : l'expérience nous « prouve » que le soleil « se lève » le matin et « se couche » le soir. Tout dépend, à nouveau, du niveau de l'observation. En sciences sociales, avant de proposer toute définition, il faut s'assurer de prendre en compte tous les phénomènes qui s'y rapportent, selon la bonne vieille règle de Durkheim. Ainsi, on ne comprendra rien à l'institution du mariage si on la réduit au mariage monogamique que nous connaissons (et qui n'est souvent qu'une forme de « polygamie successive ou différée »...). Il faut y inclure aussi les unions polygamiques ou polyandriques, et peut-être aujourd'hui les mariages entre homosexuels. De même en économie, on ne peut pas se contenter de fonder une théorie sur la base de (certains) comportements observables dans notre société sans élargir l'enquête à ce qui se passe ailleurs et qui est souvent fort différent, car il est illégitime de généraliser un cas particulier. La « rationalité » du discours économique est discutable car elle n'en retient qu'une seule forme possible : celle que l'on peut modéliser en équations. Heureusement, les pratiques sociales sont plus imaginatives. Sans doute parce qu'elles ne visent pas à maximiser la croissance et l'accumulation, mais à garantir la sérénité et la convivialité des relations sociales.

D. *A ce point-là, chacun ne pourrait-il pas choisir de vivre dans la fiction qu'il préfère ou qui le convainc le plus ? Comment peut-on critiquer ou refuser un modèle de facto dominant et choisi par la majorité en dépit de sa force destructrice ?*

R. Il s'agit de deux questions différentes. La croyance dont je parle (à propos de l'économie) est une croyance partagée, comme j'ai essayé de le dire. A côté de cela, il existe des croyances individuelles (je crois en Dieu, je crois que les soucoupes volantes existent, je crois que mon horoscope dit vrai, etc.). Ces croyances privées n'exercent aucune influence sur la vie sociale. Tout autre est la croyance collective qui, comme disait encore Durkheim, cimente l'unité de la société. Pour l'instant, la croyance dominante – qui met tout le monde d'accord parce qu'elle oblige tout le monde à l'accepter – concerne la nécessité de la croissance. Dont acte. En revanche, pourquoi interdire la dissidence ? Si la majorité constitue un principe démocratique fondamental, cela signifie-t-il que la majorité a nécessairement raison ? Les minorités n'ont-elles pas constitué souvent le « moteur » de l'histoire ? Peut-être est-on là à nouveau face à l'alternative : croyance ou raison ? Certains préfèrent se laisser porter par la croyance collective (ce qui est rassurant), d'autres s'en écartent au nom de « raisons » qu'ils

estiment plus convaincantes. Les minorités d'hier ne sont-elles pas devenues souvent les majorités d'aujourd'hui ? Ne peut-on pas espérer qu'il en aille de même à l'avenir ?

D. *Dans la situation d'urgence dans laquelle nous vivons, pensez-vous qu'en continuant à polariser le débat entre les partisans de la décroissance et ses critiques, en utilisant des arguments que les deux camps connaissent désormais à la perfection, cela peut-il laisser à l'adversaire l'arme de la médiation ?*

R. Je ne suis pas certain de comprendre ce que vous appelez « l'arme de la médiation ». S'agit-il du « développement durable » ou de la « croissance verte » qui, loin de pouvoir réconcilier les deux « camps », ne font que les séparer un peu plus ? En revanche, je ne crois pas que chaque « camp » connaisse désormais « à la perfection » les arguments de l'autre. Trop souvent, la décroissance est assimilée à la récession, ce qui est totalement faux. Certes, j'admets volontiers que le mot « décroissance » n'est pas le mieux choisi car il appartient toujours, même négativement, à l'univers sémantique de l'économie et de la croissance. Il s'agit donc là d'un piège. Ce n'est pas en faisant le contraire de ce que l'on estime faux que l'on fait nécessairement juste ! Il y a, aujourd'hui, trop de « décroissants forcés » (par la crise) pour qu'ils puissent être considérés comme l'avant-garde d'un mouvement. L'objection de croissance ne correspond pas à la caricature qu'en font ses adversaires. Il ne s'agit ni de « revenir en arrière » – ce qui n'a aucun sens – ni de se satisfaire d'une diminution du PIB mais d'inventer une nouvelle société fondée sur l'abondance frugale.

Plus fondamentalement, je refuse que l'on impose à toutes les sociétés et à toutes les cultures un modèle économique, construit en Occident, comme s'il était le seul possible (ou le seul « vrai »). En effet, d'autres cultures abordent les mêmes problèmes de manière totalement différente, certes non « scientifique », mais beaucoup plus « réaliste » : les Amérindiens entretiennent une relation quasi « symbiotique » avec la Terre, les animaux et les plantes ; les bouddhistes estiment que le bonheur découle de la limitation des désirs, et les Africains estiment que l'individu – qui ne recherche que son propre avantage – est un déviant social. De quel droit imposerions notre propre croyance aux autres cultures ? Pourquoi ne puiserions-nous pas dans la richesse de ces traditions différentes pour transformer les nôtres ? Nous sommes les victimes de la colonisation : parce que nous avons réussi à imposer aux autres nos idées et nos manières de faire (par des moyens militaires et technologiques), nous avons cru avoir raison. En méconnaissant ce que les autres peuvent nous enseigner, nous avons mené le « système-monde » (à travers la globalisation) à l'impasse. Il est temps de remettre en questions nos « vérités » – y compris celles que propose la « science » économique – et de repenser nos modes de vie. On peut appeler cela la « décroissance ». Peu m'importent les mots. L'essentiel n'est-il pas de construire une société où règne la convivialité, où se tissent des liens sociaux, et où la nature ne soit pas conçue comme un ennemi qu'il faut combattre, mais comme un biotope qu'il faut respecter et protéger ?